

# DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de  
Conseillers :

En  
exercice 67

Présents 46

Votants 57

Dont 11 procurations

L'an deux mille vingt cinq le : **Lundi 20 Mars à 18 H 30**  
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**  
s'est réuni en session **ordinaire** à la salle des Fêtes de Sermages.

sous la **Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.**

**Date de convocation : 14 Mars 2025**

**Etaient présents :**

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : /
- **Avrée** : Georges CHATEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
  
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAU, Julien DENOUEL,  
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,  
Marie-Laure PARMENTIER,  
Michel MULOT
  
- **Charrin** : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
  
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE  
Christine MASCARELLO,  
Jean-Christophe SAVE
  
- **Chiddes** : Bernadette MADINSKI
- **Chougny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christina MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD
- **Isenay** : Bernadette DOUSSOT Supplée Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : /
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,  
Floor NUSINK

OBJET :

VOIRIE :

**MODIFICATION DU  
REGLEMENT DE  
VOIRIE**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture  
ou en Sous-Préfecture  
le : 10/04/2025

Publié ou notifié  
le : 10/04/2025

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,  
Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : Thierry PACHOUT Supplée René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

#### Procurations de :

- 1 – Mme Caroline MARCEAU à M. Sébastien DESCREAUX
- 2 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 3 – M. Frédéric LEMOINE à M. David BONGARD
- 4 – Mme Florence CHANDIOUX à M. Michel MULOT
- 5 – M. Patrick CHAUSSAT à M. Denis LARUE
- 6 – Mme Danièle NIVOT à Mme Bernadette MADINSKI
- 7 – Mme Sylvie DELAVELLE à M. Gilles GONIN
- 8 – M. Olivier FAURE à Mme Jocelyne GUERIN
- 9 – M. Thierry DESCOURS à Mme Floor NUSINK
- 10 - M. Bernard LEBLANC à M. Romain COUGNY
- 11 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE



## **VOIRIE : MODIFICATION DU REGLEMENT DE VOIRIE**

M. Pierre TISSIER-MARLOT, Vice-Président en charge de la voirie, explique que le règlement de voirie fixe les règles de fonctionnement de la compétence voirie de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan depuis la définition de l'intérêt communautaire en mai 2018.

Cet outil peut être remanié selon les besoins et sur simple délibération du conseil communautaire.

Suite aux décisions concernant les ZAE ainsi qu'aux remarques du conseil communautaire du 07 mars 2024, le règlement voirie de la CCBLM a été revu lors de la commission voirie du 29 janvier dernier. La commission voirie a proposé les modifications suivantes :

- § II : ajout du cas des ZAE
- § II.2. : circonstances dans lesquelles le service voirie et le FCS peuvent intervenir sur la signalisation verticale (révision de la 1<sup>ère</sup> proposition)
- § III. 2 : précision sur le FCTVA
- § IV. 2. 3 : répartition enveloppe gros travaux / petit entretien supprimée
- § VI. 2. : précisions sur les conditions de demande et d'attribution du FCS
- § VI. 4 : report des enveloppes en N+1

**Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, valide les modifications du « Règlement de voirie » telles que proposées.**

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE



**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 20 Mars 2025**

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick REVENEAU.**



**Le Président,  
Serge CAILLOT.**

## **RÈGLEMENT DE LA VOIRIE COMMUNAUTAIRE**

### **Préambule :**

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan reçoit de ses communes membres, dans le cadre de l'approfondissement de l'action intercommunale, la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Ainsi, les communes de Achun, Alluy, Aunay en Bazois, Avrée, Biches, Brinay, Cercy La Tour, Charrin, Châtillon en Bazois, Chiddes, Chouigny, Dun sur Grandry, Fléty, Fours, Isenay, La Nocle Maulaix, Lanty, Larochemillay, Limanton, Luzy, Maux, Millay, Mont et Marré, Montambert, Montapas, Montaron, Montigny sur Canne, Moulins Engilbert, Ougny, Poil, Préporché, Rémilly, St Gratien Savigny, St Hilaire Fontaine, St Honoré les Bains, St Seine, Savigny Poil Fol, Semelay, Sermages, Tamnay en Bazois, Tazilly, Ternant, Thaix, Tintury, Vandenesse, Villapourçon, ont transféré la création et l'entretien de leur voirie communale classée à la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan.

### **I. La commission « Voirie »**

Elle est composée d'élus du territoire (communautaires ou municipaux) volontaires et qui se font connaître en conseil communautaire.

Elle a pour tâche d'assurer l'exercice de la compétence voirie de la CCBLM et de traiter toute question en rapport avec cette compétence.

La commission se réunit autant que de besoin afin d'être force de proposition au sein du Conseil communautaire.

La commission se dote également de 8 référents, répartis géographiquement, permettant un lien plus direct avec chacune des communes. Ils aideront les communes au suivi des travaux.

Les référents pourront se réunir autant que nécessaire.

Chaque commune doit désigner un élu municipal en lien avec le référent et la commission. Cet élu municipal est chargé d'indiquer les travaux souhaités par la commune, dans le respect de l'enveloppe allouée et d'aider la Communauté de communes à assurer le suivi des travaux. Cet élu dispose d'un pouvoir d'alerte auprès de la CCBLM.

### **II. Voies concernées dénommées voies communautaires :**

Sont concernées toutes les voies communales classées (routes et rues) affectées à la circulation terrestre ou compatibles avec cette destination (hors parkings et places). Elles sont répertoriées dans un tableau de classement initialement établi par la DDT. Ce tableau indique la dénomination, la longueur, la largeur de

chacune des voies. Il correspond au linéaire apparent à la fiche DGF de chaque commune<sup>1</sup>, sous la rubrique « Longueur de voirie en m ». Il peut faire l'objet d'une révision, selon la procédure officielle<sup>2</sup>.

#### **a) Cas des voiries sur Zone d'Activité Economique (ZAE)**

Afin de permettre la gestion des voiries sur ZAE (entretien et création de voirie), il sera procédé à la création d'un « tableau de classement de voirie intercommunal ».

Seront intégrées à ce tableau de classement intercommunal :

- les voiries existantes sur ZAE et ne figurant pas sur les tableaux de classement communaux,
- toutes les voies nouvellement créées sur ZAE.

La création et l'entretien de ces voiries et de leurs dépendances relèvera du budget général (volet « économie »), sans impact sur les enveloppes voirie des communes.

Afin de bénéficier des tarifs générés par le marché de travaux de voirie, ces travaux pourront être intégrés au marché de travaux de voirie annuel.

### **1. Nature des travaux effectués (hors et en agglomération) :**

#### **a) Sur la chaussée des voiries classées :**

- Tous les travaux d'investissement y compris leurs travaux préparatoires (ouvrages d'art compris),
- Travaux d'entretien : réalisation du point à temps, fourniture et pose d'enrobé à froid,
- Marquage au sol dans le cadre d'enduit ou d'enrobés,
- Ouvrage d'art, ponceau, mur de soutènement et aqueduc : entretien courant, grosses réparations, construction ou reconstruction,
- En agglomération, travaux sur la chaussée jusqu'en bordure de trottoir (incluse).
- Création de voirie

#### **b) Sur les dépendances et abords de la voirie classée :**

- Tous les travaux d'investissement y compris leurs travaux préparatoires (élargissement d'accotements, création de fossés, d'aqueducs, ...)
- Travaux d'entretien courants (nivellement d'accotements, maintien des conditions d'écoulement des fossés, aqueducs, ...)
- Fauchage et curage de la partie bordant la voirie classée, accessible aux outils depuis la chaussée et faisant partie du domaine public.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE

**S<sup>2</sup>LO**

<sup>1</sup> Sous réserve que la modification du tableau de classement ait plus de deux ans (dans le cas contraire la fiche DGF indiquera l'ancien kilométrage)

<sup>2</sup> La commune fera son changement de classement, sous forme de délibération. La procédure officielle pourra être fournie par la CCBLM aux communes qui le souhaitent.

## 2. Travaux exclus de la compétence « voirie communautaire » :

Les travaux de sécurisation liés à l'exercice de la police municipale (pose de ralentisseurs, déneigement ou nettoyage par exemple) ainsi que la signalisation verticale restent de la compétence communale.

Les trottoirs, places, parkings et enclaves non roulables sont exclus de la compétence voirie de la Communauté de communes.

## III. Le droit de tirage annuel et fonds de concours

### 1. Droit de tirage annuel

Chaque commune dispose d'un droit de tirage annuel qui lui permet d'assurer l'ensemble de ses besoins en matière de voirie.

Cette enveloppe se divise en différentes parties :

- Remboursement des emprunts liés à la compétence voirie
- Gros travaux de voirie entrant dans l'appel d'offre de la CCBLM (bande de roulement et dépendances)
- Petit entretien

La répartition de ces 3 parties dans le droit de tirage peut évoluer d'une année sur l'autre (fin d'un emprunt, part plus importante pour le petit entretien ou les gros travaux)

**Droit de tirage annuel Bande de roulement = *Emprunt (éventuellement)* + Gros travaux + Petit entretien**

L'entretien des accotements fait l'objet d'une enveloppe séparée, évoquée plus loin dans ce document.

### 2. Fonds de concours

Dans le cas où le droit de tirage serait insuffisant, chaque commune pourra effectuer des travaux supplémentaires avec l'apport de fonds de concours.

Le montant du fonds de concours versé par la commune ne peut excéder la part du financement assuré par la CCBLM (hors subventions).

Le montant de ce fonds de concours correspondra à la somme TTC des travaux supplémentaires éligibles diminuée du FCTVA ( $TTC - FCTVA$  (taux en vigueur)).

La commune devra s'engager par écrit à verser un fond de concours avant tout lancement de dépense, puis lorsque le montant définitif sera connu, ce fonds de concours fera l'objet d'une délibération concordante des deux collectivités.

**Enveloppe totale de dépense de voirie = Droit de tirage + Fond de concours**

*Exemple :*

*Calcul du fonds de concours (sur le dépassement de l'enveloppe)*

*Enveloppe disponible : 1 500 € TTC*

*Travaux éligibles souhaités : 2 000 TTC*

*Dépassement : 500 € TTC*

*Fonds de concours : dépassement – FCTVA (=  $TTC - 16.404\%$  (taux en vigueur)) soit  $500 - 82.02 = 417.98$  €*

## IV. Composition de l'enveloppe totale :

### 1. Emprunts

Les remboursements des emprunts viennent en déduction de l'enveloppe totale.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE





Au transfert de compétence, la CCBLM reprend les emprunts des communes affectés aux travaux de voirie transférée.

Si une commune a d'importants travaux à faire réaliser, la CCBLM pourra contracter un emprunt en vue de la réalisation de ces travaux (sous réserve d'un accord du conseil communautaire) et sur demande écrite de la commune.

En contrepartie, la CCBLM effectuera les travaux de voirie durant la période de remboursement de l'emprunt, de la manière suivante :

$$\text{Droit de tirage} - \text{Annuité} = \text{Nouveau droit de tirage}$$

## 2. Gros travaux en appel d'offres

La commission aura à déterminer les travaux à effectuer selon le calendrier suivant : (optimal et modifiable)

- **Avant le 15 novembre** (de l'année précédant celle des travaux) : chaque commune cible les voies dont elle souhaite faire estimer les travaux et en informe la CCBLM.
- **Entre le 15 novembre et le 15 février** : La CCBLM établit ou fait établir les estimatifs et les communes choisissent leurs travaux à réaliser dans le respect de l'enveloppe allouée. Pour toute demande de travaux dépassant leur enveloppe, un courrier engageant la commune à fournir un fond de concours sera demandé.
- **Avant le 15 mars** : la commission valide le programme et le propose au conseil communautaire, dans le cadre des orientations budgétaires et procède à la publication de l'appel à concurrence dans les meilleurs délais.
- Les travaux pourront être envisagés au plus tôt, dès que la météo le permet,
- Aucune intervention ne sera effectuée sur une commune sans l'accord exprès de celle-ci : principe de double signature.
- Les travaux réalisés dans chaque commune seront suivis par le maître d'œuvre éventuellement mandaté par la CCBLM, par l' élu municipal affecté à la voirie, correspondant de la commune auprès de la CCBLM, éventuellement aidés par le référent de secteur.

## 3. Petit entretien

Ce sont les travaux qui seront réalisés en dehors du marché principal. Ils peuvent être réalisés :

- Par la commune directement : La commune, avec un bon de commande contresigné par la CCBLM peut aller chercher ses fournitures et les faire poser par ses agents. Dans ce cas, une facture sera émise par la commune à la CCBLM concernant les frais de personnel (une convention devra être établie). La facture concernant les matériaux sera adressée à la CCBLM par les fournisseurs.
- Par un prestataire : Les communes peuvent demander à un prestataire de réaliser des travaux de petit entretien. Le bon de commande sera signé par la CCBLM et la commune et la facture sera transmise à la CCBLM pour paiement.

**Si un marché à bon de commande est passé pour le petit entretien, après la notification du marché, toutes les communes souhaitant effectuer des travaux devront passer par la ou les entreprises retenues au marché.**

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE



## V. Accotements :

Les travaux d'accotements sont : le fauchage des accotements, le maintien des conditions d'écoulement des fossés, etc.

L'enveloppe accotement est déterminée par le calcul suivant pour chacune des communes :

**Barème kilométrique x kilométrage d'accotement** (*identifié sur le tableau de classement par « A- VOIES COMMUNALES à caractère de CHEMIN »*)

Les travaux d'accotements seront réalisés par :

- la commune directement : remboursement de la commune sur la base du barème kilométrique x kilométrage d'accotement. La commune et la communauté de communes doivent signer une convention précisant les modalités de mise à disposition du matériel et du personnel communal et la commune émettra un titre, selon la convention.

Dans le cas d'un mix régie / prestataire : la convention prévoit de déduire les factures des prestataires avant le remboursement de la commune.

- Prestataire extérieur : toute demande d'intervention devra faire l'objet d'un devis ou bon de commande signé par la commune et la CCBLM. Le règlement du prestataire sera effectué par la CCBLM dans la limite de l'enveloppe.
  - o Dans le cas où la dépense d'entretien des accotements serait inférieure à l'enveloppe accotement : le solde sera reporté l'année suivante, sur l'enveloppe voirie de la commune.
  - o Dans le cas où la dépense serait supérieure : la commune s'engagera à payer la différence sous forme de fond de concours avant la double signature du devis.
- Régie intercommunale : une commune souhaitant voir ses accotements réalisés en régie intercommunale peut le demander à la commission voirie. Cette demande sera examinée pour décider de l'opportunité de création d'un nouvel atelier d'entretien d'accotements (achat de tracteur et matériel, de lieu de stockage et embauche d'un chauffeur) ou de réorganisation des services existants. Un marché groupé avec un ou des prestataire(s) pourra aussi être envisagé.

## VI. Modalité de gestion des enveloppes

### 1. Généralités

Les enveloppes sont transmises aux communes dès que les éléments sont connus.

Pour les accotements et les travaux de voirie (petit entretien inclus), l'enveloppe annuelle est TTC. Les dépenses seront déduites TTC des enveloppes des communes.

Pour l'enveloppe « gros travaux », sauf demande contraire de la commune (prévue à l'article VI.4), l'ensemble de l'enveloppe est consommé et les économies d'échelle sont reportées dans un fonds collectif et solidaire aux 46 communes (dont l'utilisation est précisée ci-après).

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE





## 2. Fonds collectif et solidaire

Cette enveloppe est constituée du FCTVA et de la part des gains d'échelle revenant à la CCBLM (50%) (N.B. : ne s'applique pas dans le cas d'un marché à bon de commande).

Ce fonds permettra notamment la gestion du service de voirie, la réalisation d'études, l'achat de matériel, l'aide à la réalisation de travaux urgents ou de travaux sur ouvrages d'art et une augmentation des enveloppes de toutes les communes quand le fonds aura atteint la somme de 250 000€ ou lorsque la commission voirie le décidera.

Lors du report du surplus du fonds collectif et solidaire aux communes, ce montant sera réparti au prorata du **Droit de tirage annuel Bande de roulement** (hors accotements) sur la somme des droits de tirages annuels de l'ensemble des communes de la CCBLM.

Les modalités de consommation de ce Fonds Collectif et Solidaire seront validées au cas par cas par délibération du conseil communautaire sur proposition de la commission voirie.

### Précisions sur les conditions de mise en œuvre du Fonds Collectif et Solidaire :

1°) La commune transmet sa demande écrite avec une explication orale lors d'une commission voirie avec éventuellement un passage préalable sur site du groupe de référents.

2°) Si la commission est favorable, la demande est automatiquement transmise en conseil communautaire pour approbation (via passage en bureau communautaire).

3°) Si la commission est défavorable, elle devra statuer sur la transmission ou non de la demande en conseil communautaire (la commune reste libre d'évoquer seule sa demande lors d'un conseil communautaire)

Taux de participation du F.C.S. : 30 % de la dépense TTC de l'opération (aide maximale du FCS de 90 000 €). Selon la nécessité, la commission pourra proposer un taux de participation supérieur.

## 3. Subventions

Dans le cas de travaux subventionnables, la subvention sera affectée aux travaux subventionnés et viendront réduire le fonds de concours de la commune concernée.

## 4. Report des enveloppes des communes

Une commune peut choisir de ne pas consommer son enveloppe « gros travaux » en année N pour la reporter toute ou partie en N+1.

En cas de gain d'échelle sur le marché N, ces gains d'échelle seront reportés pour moitié sur l'enveloppe de la commune en année N et pour moitié dans le fonds collectif et solidaire.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025

Reçu en préfecture le 10/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250320-2025\_CC\_046-DE

